
Taiwan : La politique de sécurité du gouvernement Chen depuis 2000

Mathieu Duchâtel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/944>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2006
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Mathieu Duchâtel, « Taiwan : La politique de sécurité du gouvernement Chen depuis 2000 », *Perspectives chinoises* [En ligne], 93 | janvier-fevrier 2006, mis en ligne le 01 février 2009, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/944>

Ce document a été généré automatiquement le 14 novembre 2019.

© Tous droits réservés

Taiwan : La politique de sécurité du gouvernement Chen depuis 2000

Mathieu Duchâtel

- ¹ D'importants nouveaux éléments sont venus s'insérer dans l'équation stratégique du détroit de Taiwan depuis que Chen Shui-bian est devenu Président de la République de Chine (RDC) à Taiwan en 2000. La modernisation accélérée de l'Armée populaire de Libération (APL) et le passage de la loi anti-sécession ont augmenté la pression irrédentiste chinoise sur l'île. Après l'élection de Georges W. Bush, les Etats-Unis ont approfondi leur coopération militaire avec Taiwan, mais le soutien américain reste ambigu, d'autant que certaines initiatives politiques de Chen Shui-bian, son impuissance à imposer au Yuan législatif (Parlement) sa politique d'achats d'armes et un budget de la défense en diminution relative ont provoqué de l'agacement à Washington. Le Japon est devenu un acteur important mais discret du triangle de sécurité. Dans cet environnement en mutation, Chen Shui-bian a poursuivi dans ses grandes lignes la politique de sécurité de Lee Teng-hui. En matière de défense, pendant les six années de sa présidence, la grande nouveauté concerne l'effort de l'armée taiwanaise pour adopter certaines des technologies de la Révolution dans les affaires militaires (RAM)¹, et une plus grande attention portée aux capacités de riposte dissuasive. Pour mettre en œuvre sa politique de sécurité, Chen Shui-bian, en tant que premier Président à ne pas disposer d'une majorité parlementaire au Yuan législatif et dans un contexte de polarisation très forte du débat politique, doit faire face à une contrainte de taille : une opposition interne disposant du pouvoir de bloquer une partie de sa politique d'acquisition d'armements.

Taiwan, une « puissance défensive » cherchant à contrebalancer la Chine pour protéger sa souveraineté

- ² Le ministère de la Défense taiwanais donne de la sécurité de Taiwan la définition suivante : « Avec les progrès de la globalisation et des technologies de l'information, la sécurité nationale a évolué d'une approche restreinte à la sécurité militaire à une approche pluraliste des affaires de sécurité, incluant la défense nationale, la diplomatie, les relations entre les deux rives, l'économie, la technologie, la psychologie, l'environnement, et les mécanismes de gestion de crise »². Cette définition s'inscrit dans

une tendance mondiale à l'élargissement du concept de sécurité depuis les années 1980³. Les politiques de sécurité ne se réduisent pas à la maximisation de la puissance militaire par des stratégies d'armement ou d'alliance. Cette approche élargie aboutit à concevoir la sécurité comme un état à atteindre par la politique de sécurité, et qui peut se définir comme « l'absence de menaces militaires et non-militaires qui peuvent remettre en question les valeurs centrales que veut promouvoir ou préserver une personne ou une communauté, et qui entraînent un risque d'utilisation de la force »⁴. Taipei a fait sienne cette approche. Les moyens de sa politique de sécurité sont divers. Néanmoins, comme l'indique le ministère dans le Livre blanc de 2002, sa politique de sécurité, si elle ne s'y réduit pas, s'appuie avant tout sur des moyens militaires⁵. Comme celle de Lee Teng-hui, mais avec des outils légèrement différents et dans un contexte qui a évolué, la politique de sécurité taiwanaise de l'administration Chen à l'égard de la Chine populaire implique également une lecture à travers une grille sécuritaire de tous les aspects des relations entre les deux rives. L'épisode des pandas géants offerts à Taiwan par la Chine lors de la visite de Lien Chan sur le continent, et dénoncés par la Commission aux affaires continentales (Mainland Affairs Council, MAC) comme faisant part d'une stratégie de « Front uni » (WW, tongzhan), l'illustre bien⁶. La revendication par la République de Chine (RDC) de sa qualité d'Etat souverain rend ce choix nécessaire et rationnel, pour les raisons que nous expliquerons ci-après.

- 3 Dans le Livre blanc de 2004, le ministère de la Défense de la RDC définit trois objectifs de sécurité principaux : la sauvegarde de l'intégrité de la souveraineté nationale, la protection du développement durable de la nation, et la prévention d'un conflit militaire dans le détroit de Formose⁷. D'autre part, la politique de sécurité de l'île est au service des intérêts nationaux taiwanais, soit la protection de la survie et du développement de la Nation, la sauvegarde de la sûreté et du bien-être de la population, et la défense de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme sur l'île⁸. Comme pour n'importe quel Etat souverain, la sauvegarde de l'intégrité de la souveraineté nationale se trouve au sommet de la hiérarchie des objectifs de sécurité. Néanmoins, dans le contexte spécifique du détroit de Taiwan, cette hiérarchie rappelle que la question du statut de Taiwan, Etat ou province rebelle, se trouve au cœur du conflit politique et du risque de guerre entre les deux rives. A Taiwan, sous Chen Shui-bian comme sous Lee Teng-hui et même sous Chiang Kai-shek, la revendication irrédentiste de Pékin a toujours été perçue comme le cœur de la menace chinoise. Mais pour l'administration Chen, la formule « un pays, deux systèmes », la notion d'une souveraineté indivisible du territoire chinois qui permet de définir une activité sécessionniste⁹ vont directement à l'encontre de la perception par Taipei de la RDC à Taiwan comme un Etat déjà souverain et indépendant (*zhuquan duli*)¹⁰.
- 4 La politique de sécurité taiwanaise se construit ainsi autour de trois piliers : la défense de la souveraineté de la RDC, la prévention de la guerre et des stratégies coercitives chinoises, et le maintien du système politique, social et économique de l'île. Parmi ces pivots, la souveraineté apparaît comme une matrice, dans la mesure où sa défense est engagée sur tous les fronts. La Chine populaire est bien plus puissante que Taiwan si l'on se réfère aux deux critères généralement retenus par l'école réaliste pour déterminer la puissance d'un Etat dans le système international, à savoir la taille de l'économie et les ressources allouées à la sphère militaire¹¹. Or, l'administration Chen Shui-bian n'a pas cédé aux revendications politiques de Pékin. Elle n'a accepté ni le principe d'une Chine, ni le consensus de 1992¹²; elle n'a pas non plus accepté la formule « un pays, deux systèmes ». Elle a donc continué à déclarer que la RDC à Taiwan est un Etat souverain et

indépendant, en conformité avec la stratégie adoptée par le Parti démocrate progressiste (PDP) dans la « Résolution pour l'avenir de Taiwan » (*Taiwan qiantu jueyiwen*) de 1999¹³. Force est de constater que jusqu'à présent, Taiwan est toujours en mesure de ne pas céder à la revendication irrédentiste chinoise, et que le différentiel de puissance entre les deux rives ne peut se réduire ni à leur taille, ni à leur population, ni au nombre d'hommes de leurs armées. Ainsi, Taiwan dispose aujourd'hui d'une véritable « puissance défensive », au sens de Raymond Aron, c'est-à-dire la « capacité d'une unité politique de ne pas se laisser imposer la volonté des autres »¹⁴. Mais pour combien de temps encore ?

- 5 La puissance défensive est un concept de science politique, mais dans le cas taiwanais elle repose largement sur les capacités militaires de l'île, et sur sa coopération de défense avec les Etats-Unis. La théorie de l'asymétrie de puissance, développée pour le cas taiwanais par Wu Yu-shan, apporte un éclairage intéressant sur le comportement stratégique de Taiwan. Elle s'applique dans des situations où un conflit de souveraineté oppose deux unités politiques de taille très différente¹⁵. Dans cette situation, l'unité politique la plus petite est confrontée à une alternative stratégique : elle peut choisir de contrebalancer (*balancing*, ou *kangheng*), ou bien de faire bloc (*bandwagoning*, ou *fucong*) avec l'entité la plus puissante¹⁶. Sous Chen Shui-bian, les autorités taiwanaises penchent très clairement pour la première stratégie. Le ministre de la Défense, Lee Jye, explique que « sans capacités solides et sans une réelle détermination (...), la paix dans le détroit ne pourra pas être assurée, malgré toute notre bonne volonté »¹⁷. Dans la politique de sécurité taiwanaise aujourd'hui, coexistent les deux formes de stratégie de *balancing* que le réalisme structurel distingue sur le plan théorique : le *balancing* interne, qui se focalise sur le développement des ressources militaires et de la richesse globale de l'Etat, et le *balancing* externe, qui privilégie les alliances. Les écrits néo-réalistes auraient pu prévoir un tel comportement stratégique de la part de Taiwan, dans un contexte de montée en puissance de son voisin à la fois le plus grand et le plus proche. La théorie de l'équilibre des puissances de Kenneth Waltz énonce que les unités politiques d'un système vont systématiquement chercher à contrebalancer la montée en puissance d'autres unités¹⁸. La théorie de l'équilibre des menaces de Stephen Walt avance que les unités politiques d'un système contrebalancent en priorité non pas les Etats perçus comme de potentiels hégémons, mais les Etats dont la politique extérieure est la plus menaçante pour leurs intérêts¹⁹.

Une évolution relative de la stratégie de défense taiwanaise

- 6 Sous Chen Shui-bian, le théâtre d'opération d'un éventuel conflit avec la Chine fait l'objet d'une perception relativement nouvelle par rapport à l'ère de Lee Teng-hui. Géographiquement, Taiwan se trouve dans une position avantageuse ; son insularité la protège contre une invasion de l'APL²⁰. Néanmoins, la consolidation des protections des centres névralgiques de la décision politique et militaire – ainsi que de certaines activités économiques – contre des attaques de missiles chinois, et le renforcement des défenses anti-aériennes de l'île, par exemple par les déploiements récents de batteries de missiles Avenger dans la région de Taipei, ont été l'une des priorités de la nouvelle administration²¹. Elle se justifie par la pression croissante exercée sur l'île par la modernisation de la force de projection de l'APL et le déploiement sans cesse plus important de missiles balistiques chinois pointés sur Taiwan²².
- 7 Surtout, on a pu assister à une évolution déterminante de la doctrine stratégique des forces armées de l'île. En plus d'une décennie, l'armée taiwanaise est passée d'une conception se focalisant sur la défense du territoire taiwanais à la recherche du contrôle

de l'espace aérien et maritime dans le détroit, associée à une possible extension du conflit sur le continent chinois. L'évolution est subtile, dans la mesure où Taipei a toujours cherché à empêcher les combats de se produire sur le sol de l'île. Depuis que Taiwan a renoncé à reconquérir le continent chinois par la force en 1991, deux stratégies militaires ont toujours été concurrentes pour bloquer une offensive de l'APL. La première met l'accent sur les capacités anti-débarquement (*fan denglu*) et l'armée de terre. La seconde mise sur une diffusion du conflit vers le continent chinois, et privilégie au contraire les matériels offensifs. Depuis 2000, des éléments de la seconde approche sont mis en œuvre. La recomposition des forces armées de la RDC reflète cette évolution.

- 8 En 2000, après l'élection de Chen Shui-bian, la doctrine de défense taiwanaise est passée de « défense résolue, dissuasion efficace » à « dissuasion efficace, défense résolue » (*youxiao hezu, fangwei gushou*). Derrière ce renversement, il faut lire une perception nouvelle de l'espace du détroit. Le premier concept, en application sous Lee Teng-hui suggérait que si l'APL traversait le détroit de Taiwan pour lancer une attaque amphibie, elle devrait essuyer des pertes très élevées. La dissuasion portait donc sur l'invasion. Derrière le second concept, au contraire, il y a l'idée que toutes les formes de stratégies coercitives de Pékin (blocus, frappes de missiles, attaques sur Jinmen, Mazu ou les Pescadores...) doivent faire l'objet d'une dissuasion. Comme le souligne l'actuel vice-ministre de la Défense, Michael Tsai Ming-hsien, la doctrine taiwanaise consiste désormais à introduire un élément d'incertitude chez les décideurs militaires chinois. Elle est ainsi fondée sur le principe de base de la dissuasion du faible au fort : à quelle réponse taiwanaise les options coercitives pourraient-elles ouvrir la voie²³ ? Sous Chen Shui-bian, l'administration a engagé une réflexion sur la défense active, en mettant en avant la doctrine de « guerre décisive au-delà des frontières » (*juezhhan jingwai*). Dès son discours du 16 juin 2000 à l'Académie militaire, le Président déclare que Taiwan doit développer ses capacités militaires dans le sens de « frappes de haute précision, de capacités *early warning*, de la supériorité de l'information, en se fondant sur l'objectif de remporter une bataille décisive en dehors de notre territoire »²⁴. Dans le même sens, le ministère de la Défense a élaboré plusieurs concepts tactiques : maintenir de manière préemptive la supériorité sur les plans des technologies électroniques et de l'information, repousser les combats hostiles illimités loin des côtes, réaliser des opérations combinées de commande sur air et sur mer, assurer la sûreté des opérations au sol, empêcher les intrusions ennemies, préserver la durée de vie des armements et retarder les offensives ennemies par des contre-mesures efficaces²⁵. S'il est désormais clair que l'objectif principal de Taiwan consiste à maintenir tout conflit au-delà des côtes de l'île, une ambiguïté nouvelle enveloppe désormais la question de savoir si Taiwan avance dans le sens de la défense active au sens propre du terme, c'est-à-dire vers des frappes préventives contre les sites balistiques chinois par exemple. Quant à la défense offensive, sous forme de riposte dissuasive sur le continent, elle a été soutenue politiquement au plus haut niveau, mais elle reste très controversée et de l'ordre d'une ambiguïté stratégique calculée²⁶. L'administration Chen cherche clairement à acquérir certains armements centraux à sa mise en œuvre, comme les sous-marins ou les missiles de croisière à moyenne portée. Les forces armées taiwanaises se retranchent actuellement derrière le concept de « pas de première frappe ». Mais il n'est pas exclu qu'elles mènent des contre-offensives sur le continent chinois si un conflit militaire éclate, même si en cas d'intervention américaine, Washington pourrait exiger de ne pas étendre le conflit sur les côtes chinoises.

Les programmes de défense en cours

- 9 Un ambitieux programme de modernisation de l'outil militaire est aujourd'hui en cours. Il privilégie les capacités anti-sous-marines, anti-missiles, de seconde frappe, d'intégration des technologies de l'information dans les systèmes d'armes et leurs liaisons, de réduction et de professionnalisation des forces. Réagissant à la modernisation accélérée de l'APL, l'armée taiwanaise entreprend sa Révolution dans les Affaires Militaires (RAM). Intitulée « rénovation des affaires militaires » (*shiwu gexin*), elle doit être achevée à l'horizon 2012, par la mise en œuvre de deux programmes : le *bosheng'an* et le *jingjin'an*.
- 10 Le *bosheng'an* consiste à créer à Taiwan des systèmes C4ISR²⁷ opérationnels, dans la perspective d'acquérir la capacité de mener des opérations conjointes entre les trois armes. Il fait écho aux expertises américaines qui avaient placé la construction de systèmes C4ISR capables de détecter rapidement, de réagir et de survivre à une offensive chinoise, au sommet des priorités de la modernisation de la défense de l'île. Le plan vise, avec l'assistance américaine, à construire un centre de commandement et de contrôle conjoint pour les trois armes taiwanaises (*sanjun lianhe zuozhan xitong*). Ses systèmes de communication seraient intégrés avec ceux du Commandement américain dans le Pacifique. Selon un rapport du Comité pour les relations sino-américaines du Congrès, les progrès de Taiwan dans ce domaine sont « appréciables »²⁸. En septembre 2003, un contrat initial de 27 millions de dollars est signé avec Lockheed Martin. Mais le coût total de l'ensemble du système C4ISR atteindrait 2,1 milliards de dollars, à l'horizon 2011, et les dépenses totales d'investissement dans le programme, 46,1 milliards de NT\$²⁹.
- 11 Ensuite, il s'agit d'améliorer les capacités de guerre électronique et de l'information de Taiwan, en particulier pour empêcher une stratégie chinoise de « décapitation » (*qunlong wushou*), qui consisterait à paralyser les centres de décision et de commandement taiwanais par des attaques électroniques³⁰. Aujourd'hui, les matériels de guerre électronique et de l'information occupent une place considérable dans les dépenses d'investissements du ministère de la Défense : 25,06 % en 2001, 32,09 % en 2002, 25,46 % en 2003, 31,53 % en 2004 (soit 21,1 milliards de NT\$)³¹. Misant sur son avance technologique par rapport à la Chine, Taiwan intègre pleinement ses industries de haute-technologie dans le projet. Ainsi, avant la reprise du projet par le Conseil pour la sécurité nationale, la coopération entre les industries et le ministère de la Défense était déjà une tâche à part entière, confiée à un Comité ad hoc pour la technologie du palais présidentiel (ce qui avait d'ailleurs provoqué des réactions négatives dans l'armée)³².
- 12 Quant au *jingjin'an*, il planifie une réduction des effectifs et l'introduction de nouveaux systèmes d'armement. Cette restructuration a pour but la mise sur pied d'une armée compacte et high-tech. Ainsi, Taiwan évolue vers plus de professionnalisation de ses forces, sans renoncer pour l'heure à la conscription. Depuis janvier 2004, l'armée est entrée dans la première phase du *jingjin'an*. Jusqu'en 2006, les réductions d'effectifs concerneront 40 000 hommes, de 380 000 à 340 000 soldats. A l'horizon 2012, après la mise en œuvre de la deuxième phase du plan, l'armée ne devrait plus compter que 300 000 soldats. Le ratio professionnels/conscripts passera dans le même temps de de 3,6 pour 6,4 à 6 pour 4. Cette politique a deux objectifs : la professionnalisation des forces dans un contexte de guerre contemporaine exigeante en formation technique approfondie pour de nombreux postes, et la réduction des coûts de personnel, afin d'autoriser plus de dépenses d'investissement. Selon un rapport parlementaire du PDP, le plan devrait permettre de réorienter 6 % du budget actuel de la défense vers des acquisitions. Si les effectifs étaient réduits à 250 000 soldats, comme le préconise le PDP, 14 % du budget actuel pourraient être réorientés vers les investissements productifs³³.

13 Enfin, entre 2000 et 2005, de nouveaux matériels ont été acquis par l'armée taiwanaise, et de nouveaux contrats ont été signés. Certains le sont sous le sceau du « secret défense ». Pour l'année 2004, 18,94 % du budget de la défense restent secrets, et concerneraient prioritairement des acquisitions. D'autres sont connus. Parmi les plus significatifs, les quatre destroyers de classe Kidd, d'une valeur de 875 millions de dollars (deux ont déjà été livrés), et un système radar de surveillance early warning, produit par Raytheon, d'une valeur de 752 millions de dollars, qui devrait être livré en 2009³⁴. Ou bien encore, de nombreux missiles qui renforcent les capacités de combat de la flotte de guerre et de l'aviation de l'île : des missiles anti-navire (Harpoon), des air-air (AIM 120, Sidewinder et Sparrow) et des air-sol (Hellfire et Maverick). En matière de production d'armements, les développements nouveaux depuis 2000 relèvent de choix stratégiques effectués sous Lee Teng-hui. Les nouveautés les plus significatives concernent la décision de construire un satellite d'observation militaire, essentiel pour améliorer la défense anti-missile taiwanaise, et des blindés légers pour intervenir sur les côtes en cas de débarquement chinois³⁵. La plupart des missiles développés par l'Institut de technologie Chungshan avaient déjà été déployés sur leurs divers supports, frégates Lafayette et Perry, chasseurs IDF, patrouilleurs Ching-chiang, ou bien au sol pour la défense anti-aérienne et anti-missile de l'île³⁶. L'Institut travaille en outre sur une version améliorée de ses missiles mer-mer (les Hsiung-Feng III), avec pour objectif de dépasser les capacités des missiles de fabrication russe Sunburn que possède la Chine, et qui sont considérés comme l'une de ses armes les plus dangereuses dans le cas d'une confrontation navale entre les deux rives³⁷. Depuis l'élection de Chen, il semblerait pourtant que les efforts de l'administration précédente pour développer un missile sol-sol de moyenne portée, capable de frapper des installations militaires, politiques ou civiles sur le continent chinois, ait reçu un regain d'attention. Ce missile donnerait à l'armée taiwanaise une capacité de riposte dissuasive. En août 2005 par exemple, la presse taiwanaise révèle que des missiles Hsiung Feng d'une portée de 1000 kilomètres seraient déployés sur des lanceurs mobiles par le tout nouveau commandement des missiles de l'armée taiwanaise³⁸. Le rapport n'est pas confirmé par le ministère de la Défense³⁹. Mais dans une audition devant la Commission de la défense du Yuan législatif, le ministre de la Défense Lee Jye avait affirmé qu'à l'avenir, le commandement des missiles ne comporterait que des missiles stratégiques de moyenne portée⁴⁰. Dans le même sens, sous la présidence de Chen, Taiwan a installé sur les îles de Kinmen et de Matsu des missiles à l'origine anti-navires, mais qui pourraient être tirés sur le continent chinois⁴¹.

Les limites de l'effort de *balancing*

14 Malgré cet effort de modernisation aussi bien de sa stratégie de défense que de ses forces armées, on peut se demander si Taiwan se donne réellement les moyens de se défendre. A plusieurs reprises, les Etats-Unis n'ont pas caché qu'ils en doutaient, sous-entendant que Taiwan comptait trop sur la protection américaine, et pas assez sur ses propres forces. Cette perception américaine provient des coupes effectuées dans le budget de la défense. Elle est également une conséquence de l'affrontement auquel se livrent l'administration et la majorité parlementaire au sujet des achats d'armes en provenance des Etats-Unis. Il peut en effet paraître exagéré de parler de *balancing* interne alors que le budget de la défense taiwanais n'a pas fait l'objet d'une augmentation conséquente depuis l'élection de Chen. Le budget s'est au contraire stabilisé à un niveau inférieur à celui de la décennie précédente (voir tableau). Le ralentissement de la croissance économique de l'île, l'augmentation considérable des dépenses sociales en sont les causes principales. Le

ministère de la Défense espère que le budget augmente pour atteindre 3 % du PIB, ce qui est aussi le point de vue des milieux américains de la défense. L'autorisation, donnée en avril 2001 par l'administration Bush, de vendre à Taiwan de nombreux et coûteux systèmes d'armes aurait dû avoir un effet d'entraînement à la hausse pour le budget de la défense de l'île. Mais il en a été autrement.

1. Evolution du budget militaire de Taiwan sous la présidence de Chen Shui-bian

Année fiscale	Budget militaire (en milliards de NT\$)	Budget militaire (en milliards de US\$)	Part dans le PNB (en %)	Part dans les dépenses du gouvernement (en %)
1996	319,1	12,04	4,28	25,45
1997	327,0	11,89	4,05	23,97
1998	322,2	11,71	3,68	25,09
1999	295,3	9,14	3,21	22,04
2000	276,6	8,15	2,8	17,35
2001	269,8	8,70	2,8	16,48
2002	260,4	7,66	2,7	16,37
2003	257,2	7,79	2,6	15,52
2004	264,1	7,9	2,5	16,59
2005	258,6	8,3	2,4	16,1

Source : National Defense Report, op. cit., pp. 142-144. Taiwan: Major US Arms Sales Since 1990, CRS Report

- 15 L'administration Chen a choisi un mode de financement en dehors du budget régulier de la défense pour trois matériels qu'elle considère essentiels à la défense de Taiwan, et pour la promotion desquels elle a dépensé une énergie considérable. Huit sous-marins à propulsion diesel, et douze avions de lutte anti-sous-marine P3-C Orion ont été choisis pour remédier aux vulnérabilités de Taiwan face à un blocus chinois. Six batteries de missiles anti-balistiques PAC-III renforceraient la défense de Taiwan face aux missiles chinois. Les progrès constants et l'attention toute particulière accordée par l'APL aux sous-marins et aux missiles balistiques obligeraient Taiwan à renforcer ses défenses contre ces deux systèmes d'armes. Une enveloppe budgétaire spéciale, aujourd'hui de 11 milliards de dollars américains, supérieure en valeur au budget de la défense de 2005, a été proposé au Yuan législatif⁴². Cette enveloppe était à l'origine de 18 milliards de dollars quand le Yuan exécutif l'approuva le 2 juin 2004, puis de 15 quand l'administration décida d'inclure les achats de PAC-III dans le budget régulier de la défense⁴³. Aucun montage financier n'a jusqu'à présent été accepté par la majorité parlementaire. En mars 2006, le projet avait déjà essuyé 50 refus au Yuan législatif. Derrière la confrontation politique entre l'administration Chen et l'opposition, au-delà des facteurs de politique intérieure, on peut lire dans ces développements un projet de défense alternatif de la part de la majorité parlementaire, et centrée autour de la « défense défensive »⁴⁴. C'est pour cette raison que l'opposition ne chercherait pas à bloquer l'achat des P3C Orion, un matériel défensif par nature et que l'armée américaine opère déjà dans le détroit de Taiwan.
- 16 La question du budget spécial d'armement met l'accent sur un trait majeur de la politique de sécurité de Chen Shui-bian, mise en œuvre dans un contexte de politique intérieure inédit : « L'opposition parlementaire est plus importante que la majorité présidentielle » (*chaoxiao yeda*), alors même que, pour la première fois dans l'histoire des institutions de la RDC, le Parlement dispose d'un pouvoir de contrôle sur le budget de défense, conformément à la législation adoptée en 2000. Depuis l'approbation par l'exécutif de l'enveloppe budgétaire, les positions de la majorité parlementaire et du gouvernement sont inconciliables, malgré les nombreux efforts de compromis qui font de cette affaire un véritable feuilleton. L'opposition refuse d'acheter les PAC-III, considérant que les

résultats du référendum défensif du 20 mars 2004 ont rendu illégale leur acquisition⁴⁵. Sur l'acquisition de sous-marins, les points de vue sont partagés dans la majorité parlementaire. Certains députés du Parti nationaliste (*Kuomintang*, KMT), comme Shuai Hua-min, envisagent d'accepter l'achat de sous-marins si leur prix est revu à la baisse⁴⁶. D'autres insistent sur le fait que les Américains ne produisent plus de sous-marins diesel et refusent de laisser les Taiwanais développer un site de production, comme l'avaient demandé les députés Lin Yu-fang (KMT) et Kao Chung-yuan (*People First Party*, PFP)⁴⁷, ce qui obligerait Taiwan à attendre quinze ans avant que les sous-marins soient opérationnels, malgré le risque qu'un conflit n'éclate plus tôt. Dans tous les cas, il existe dans la majorité parlementaire un consensus pour considérer que les conditions actuelles de la vente ne sont pas acceptables. Une autre dimension est toutefois à prendre en compte. Les sous-marins, armement stratégique par excellence, donneraient à la marine taiwanaise une capacité offensive nouvelle. Elle pourrait par exemple attaquer le port de Shanghai. Leur acquisition pourrait avoir des effets imprévisibles sur les relations inter-détroit et sur les relations sino-américaines. Selon le *Jane's Defense Weekly*, Taiwan se serait plaint aux Américains d'une entreprise de sabotage menée par l'US Navy contre l'acquisition taiwanaise de sous-marins. Signe que l'environnement de sécurité de Taiwan a évolué, ce serait jusqu'à la volonté américaine de vendre des sous-marins à Taiwan qui serait à mettre en doute⁴⁸.

Le *balancing* externe : une coopération renforcée avec les Etats-Unis et le Japon

- 17 Chen Shui-bian a rencontré moins d'opposition dans son effort de *balancing* externe. Son administration a pu saisir une véritable opportunité stratégique : le dilemme de sécurité⁴⁹, ressenti par le Japon de Koizumi Junichiro et les Etats-Unis de Georges W. Bush face au manque de transparence de la modernisation de l'APL et des intentions stratégiques de la RPC. La coopération américano-taiwanaise en matière de défense a connu un approfondissement, mais elle s'opère dans un cadre restrictif pour Taipei, lié à la politique chinoise de Washington. Depuis la fin 2003 et le référendum défensif de Chen, plusieurs voix, dont celle du Président Bush, se sont inquiétées de certaines actions de Taipei qui pourraient avoir pour effet de changer le statu quo entre les deux rives. La protection américaine comporte des conditions, et l'ambiance de « clarté stratégique » ouverte par la décision sur les ventes d'armes en 2001 s'est dissipée, pour revenir à une position ambiguë. En pratique, Washington mène actuellement une stratégie de double dissuasion, contre l'indépendantisme et contre l'emploi de la force par Pékin. Le lien logique entre ces deux dissuasions reste opaque. Si Taiwan déclare son indépendance, les Etats-Unis s'opposent-ils à l'usage de la force par la Chine ? Si la Chine choisit l'option militaire, une déclaration d'indépendance serait-elle cautionnée ?
- 18 En juillet 2004, à Tokyo, Condolezza Rice, alors conseillère à la sécurité nationale, déclare publiquement que les Etats-Unis et le Japon doivent travailler ensemble sur la question de Taiwan. C'est la première fois que la coopération stratégique nippo-américaine est encouragée dans une intervention officielle. En février 2005 à Washington, lors de la rencontre 2+2 de leurs ministres des Affaires étrangères et de la Défense, les deux Etats publient une déclaration conjointe. Pour la première fois depuis la signature en 1966 du Traité de Sécurité, Tokyo accepte de signer un document signalant explicitement qu'« encourager la résolution pacifique, par le dialogue, des questions concernant le détroit de Taiwan » relève d'un « intérêt stratégique commun », partagé avec Washington⁵⁰. Pendant la crise de 1996, les Etats-Unis n'avaient même pas consulté Tokyo avant d'envoyer deux porte-avions dans le détroit. On peut donc mesurer le chemin parcouru.

La sécurité de Taiwan s'envisage désormais sur un plan trilatéral. Lai I-chung souligne avec justesse que l'alliance nippo-américaine, régénérée, est devenue depuis quelques années un élément clef de la sécurité dans le détroit⁵¹.

- 19 Pour le gouvernement taiwanais, comme pour ses partenaires, cette coopération trilatérale repose sur des valeurs communes, la démocratie libérale et les droits de l'homme⁵². L'administration Chen a clairement exprimé sa volonté de lier de manière permanente l'armée de l'île aux mécanismes de l'alliance nippo-américaine, en particulier en développant avec les Etats-Unis et le Japon la défense anti-missile autour de Formose⁵³. Si Taiwan était inséré dans un système de défense géré de manière trilatérale, une attaque contre l'île équivaudrait à une attaque contre les Etats-Unis et le Japon. Sans en être arrivé là, certaines mesures ont été prises dans le sens d'un approfondissement de la coopération militaire. Aux Etats-Unis, de fait, certains éléments du projet de Taiwan Security Enhancement Act (TSEA) ont été mis en pratique par l'administration Bush, bien que la loi n'ait pas été votée⁵⁴. Par exemple, la nécessité pour les Etats-Unis de clarifier leur engagement à défendre Taiwan, des échanges de personnel militaire entre Washington et Taipei, l'instauration de communications directes entre les deux états-majors, la participation de conseillers américains aux exercices militaires annuels Hanguang, ou la fin de l'interdiction de visites d'officiers militaires de haut rang, qui s'incarne dans la visite en 2002 de Tang Yao-ming, alors ministre de la Défense, aux Etats-Unis. Selon Michael Swaine, c'est avec Taiwan que l'armée américaine a le plus de programmes de coopération militaire en cours⁵⁵. Au Japon, Tokyo s'est engagé dans un soutien actif à la participation de Taiwan comme observateur à certaines organisations internationales qui ne requièrent pas le statut d'Etat (l'Organisation mondiale de la Santé), dans un dialogue sécuritaire track II trilatéral avec les Etats-Unis et Taiwan, dans un renforcement des échanges de parlementaires avec Taiwan, et dans des contacts inter-militaires avec les Taiwanais⁵⁶. Au début 2003, pour la première fois depuis la rupture diplomatique de 1972, un militaire japonais a été nommé à Taipei : Nagano Yoichi, général à la retraite de la composante terrestre des Forces d'auto-Défense, occupe le poste de directeur de la représentation nipponne à Taiwan, l'Association d'échanges du Japon (*riben jiaoliu xiehui*)⁵⁷. Autre signe fort, d'après les médias taiwanais, une délégation d'officiers des Forces d'auto-défense taiwanaise participe en mars 2005 aux exercices militaires annuels Hanguang⁵⁸.

La « sécurisation » des échanges entre les deux rives

- 20 L'agenda de sécurité taiwanais à l'égard de la Chine populaire dépasse pourtant la sphère militaire. Il démontre une approche « toute sécuritaire », dans la mesure où toute interaction avec le continent chinois pose à Taiwan un problème de sécurité à la fois sociétal, économique, technologique, voire politique. Sur le plan des échanges avec la Chine, l'administration Chen a pourtant modifié en substance l'approche retenue sous Lee Teng-hui, dont la ligne politique à l'égard des échanges avec la Chine était « patience, pas de hâte » (*jieji yongren*). Depuis l'an 2000, deux nouvelles politiques économiques sont mises en œuvre : « ouverture positive, gestion efficace » (*jiji kaifang, youxiao guanli*) et « renforcement de la base, ouverture vers l'Ouest » (*qiangben xijin*). Ces deux slogans soulignent le nécessaire mouvement de balancier entre ouverture prudente au continent et gestion des risques sécuritaires pour Taiwan. Si les échanges ont été facilités et continuent de croître, de nombreux verrous sont maintenus. L'exemple des liaisons aériennes et maritimes directes est à ce titre éclairant. Dans les circonstances présentes de confrontation politique, Taipei ne croît pas à la paix par les échanges avec la Chine

populaire. En août 2003, la Commission aux affaires continentales du Yuan exécutif (MAC) publie un rapport d'évaluation sur les conséquences pour Taiwan de l'ouverture des liaisons directes⁵⁹. Ce document représente encore aujourd'hui la position officielle du gouvernement de l'île. Toute une partie du rapport est consacrée à l'estimation des risques sécuritaires pour Taiwan. Elle met en avant les effets négatifs sur l'économie taiwanaise, le statut de l'île, son image internationale, ses équilibres sociaux, sa sécurité militaire, son avance technologique sur la Chine, mais aussi la négation de la souveraineté de Taiwan qu'elle suppose dans les conditions proposées par Pékin. La Commission développe une argumentation protectionniste, selon laquelle les secteurs les plus faibles de l'économie taiwanaise ne survivraient pas à la compétition avec le continent dans une situation de libéralisation des échanges inter-détroit. Elle s'alarme de l'accélération des délocalisations de l'industrie vers le continent⁶⁰. La Commission évoque également la « sécurité politique » qui ne se réduit pas à la perception des liaisons directes comme nuisant à la défense de la souveraineté de la RDC à Taiwan. Elle comprend en effet l'idée que la démocratie et l'Etat de droit seraient menacés indirectement par l'ouverture à la Chine, et s'appuie sur la perception du conflit entre les deux rives non pas comme un conflit de souveraineté mais comme un combat idéologique entre une démocratie et un régime autoritaire⁶¹. Avant l'ouverture des liaisons directes, l'administration doit mettre en place un filet de sécurité permettant à Taiwan de minimiser les risques sécuritaires. Par ce terme, il faut entendre la mise en œuvre de stratégies de diversification économique, de renforcement de la compétitivité de Taiwan pour mieux tourner à son avantage la division du travail entre les deux rives, une législation améliorée sur les transferts de technologie entre les deux rives permettant à Taiwan de conserver son avance, mais également des modifications coûteuses dans le déploiement des forces armées taiwanaises et de sa police des frontières. Taipei insiste pour que la Chine accepte d'impliquer les agences gouvernementales taiwanaises dans le processus de négociation, tant pour des raisons techniques que pour ne pas sacrifier la souveraineté de l'île⁶².

- 21 Cette approche s'éloigne de la voie du milieu qui avait porté Chen Shui-bian à la présidence en 2000. D'autant plus qu'en janvier 2006, Chen énonce un nouveau slogan, « ouverture positive, gestion efficace », qui suggère que des politiques plus restrictives seront mises en œuvre pour gérer les échanges entre les deux rives⁶³. Comme le montre l'ex-président de la Commission aux affaires continentales (MAC), Su Chi, le PDP, une fois au pouvoir, a évolué d'une position consistant à encourager au maximum les échanges avec la Chine continentale à une approche cherchant à les ralentir et à les limiter⁶⁴. En réalité, la politique de Taipei reprend les arguments des franges les plus indépendantistes de la classe politique. L'exemple de la conférence internationale sur « les échanges inter-détroit et la sécurité nationale » organisée en novembre 2003 à Taipei par l'association « Taiwan Advocates » de Lee Teng-hui, en présence de la vice-présidente Annette Lü Xiulian, est significatif⁶⁵. Les intervenants, en très grande majorité de chercheurs ou des hommes politiques proches du PDP ou de l'Alliance pour l'union de Taiwan (Taiwan Solidarity Union, TSU), développent des arguments tendant à montrer que le ratio coûts/bénéfices est défavorable à l'ouverture des liaisons aériennes directes, et ce sur tous les plans de la sécurité de l'île, y compris ses défenses psychologiques, sa sécurité sanitaire et sa sécurité sociale. Le premier quotidien taiwanais par son tirage, le Ziyou Shibao (Liberty Times), se prononce également contre l'ouverture des liaisons directes pour des raisons de sécurité nationale. Au contraire, le KMT et le PFP appellent à leur ouverture, comme les deux autres grands titres, le Lianhebao (United Daily News) et le Zhongguo Shibao (China Times).

- 22 Comme l'évoque la formule de Denny Roy, « the enemy within », Taiwan n'a pas réussi à atteindre un consensus interne sur la perception de la Chine comme une menace ou comme une opportunité pour la poursuite de son développement⁶⁶. C'est l'un des clivages fondamentaux entre la majorité présidentielle et l'opposition. Selon le PDP, le blocage du budget d'armement par la majorité parlementaire, et les voyages de Lien Chan et de James Soong sur le continent exercent un effet négatif sur « l'esprit de défense » (WWW, guofang yizhi)⁶⁷. Pour la majorité présidentielle, Taiwan doit faire face à une « guerre d'attrition protéiforme », comme le souligne le président de la TSU, Su Chin-qiáng⁶⁸. Par ce terme, il rappelle que la Chine emploie contre Taiwan une stratégie des « Trois Guerres », en jouant sur le droit, l'opinion publique et la psychologie. Face à cette offensive, l'administration Chen s'est engagée dans une politique qui vise à agir sur « l'esprit de défense » de la population taiwanaise. Le Livre blanc formule à cet égard la notion de « défense tous azimuts » (all-out defense), comprise comme la capacité de la population taiwanaise à résister à un conflit avec la RPC en temps de guerre, mais également comme la volonté de la population à résister au bras de fer politique en temps de paix⁶⁹. L'insistance du PDP sur la « conscience d'être Taiwanais » (WWWWW, Taiwan zhutixing), sa rhétorique qui présente la politique continentale de l'opposition comme de l'abdication face à l'irréductibilité de Pékin doivent se comprendre dans cette perspective. L'échec de la mise en œuvre d'un cadre d'interaction pacifique
- 23 Le *balancing* interne et externe, la prudence dans les interactions avec la Chine, l'action sur les défenses psychologiques de la population semblent une approche rationnelle pour défendre la souveraineté de la RDC. Une approche d'autant plus rationnelle que tout un pan de la politique sécuritaire prévue par le PDP avant son arrivée au pouvoir a échoué : la paix fonctionnaliste et la sécurité collective, qui auraient pu aboutir, dans l'esprit du PDP, à une désécurisation des relations entre les deux rives.
- 24 La volonté de mettre en œuvre un régime de sécurité bilatéral avec Pékin et d'insérer Taiwan dans un régime régional de sécurité collective remontent à la présidence de Lee Teng-hui. En août 1991, celui-ci avait été l'un des premiers chefs d'Etats asiatiques à proposer des arrangements de sécurité régionaux en Asie-Pacifique, incluant les Etats-Unis et le Japon. Pourtant, quand le Conseil pour la Coopération et la Sécurité en Asie-Pacifique et surtout le forum régional de l'ASEAN (ARF) ont été fondés en 1993 et 1994, Taiwan n'a pas pu y prendre part. En raison du refus de Pékin de laisser participer Taiwan aux organisations internationales requérant le statut d'Etat, l'île est coupée des mécanismes multilatéraux de sécurité. La sécurité du détroit n'est ainsi jamais à l'ordre du jour des grandes rencontres internationales. Aujourd'hui encore, chaque année, une délégation taiwanaise tente de faire pression pour imposer la participation de Taiwan à l'ARF, perçu comme l'un le forum régional le plus à même de réduire la position d'insécurité de l'île. Même en l'absence des Taiwanais, Pékin refuse que la question de la stabilité dans le détroit de Taiwan soit inscrite à l'agenda de la rencontre annuelle⁷⁰.
- 25 De même, Taipei a jusqu'à présent échoué dans son projet de mettre en place avec Pékin un « code de conduite de part et d'autre du détroit » et des « mesures de confiance entre les deux rives ». Ces deux projets, fondés sur la vision à long terme d'une « structure de stabilité et de paix pour les échanges entre les deux rives », doivent diminuer le risque d'incident militaire entre les deux rives. Ils reprennent une politique proposée par Lee Teng-hui assez tardivement, en avril 1999 ; le « mécanisme pour la paix et la stabilité dans le détroit », et qui s'inspire de l'expérience européenne. Dans le Livre blanc présenté par le PDP en 1999 en période de campagne, les mesures de confiance occupaient déjà une

place importante⁷¹. Chen Shui-bian semble y accorder une attention toute particulière. Depuis sa réélection en mars 2004, il a régulièrement réitéré et étoffé ces propositions dans plusieurs discours⁷². Les « mesures de confiance » (CBMs, ou en chinois *xinxin jianli cuoshi*) ont fait l'objet à Taiwan d'une réflexion approfondie ; le Livre blanc de 2004 décrit les phases prévues par Taiwan, des manifestations de bonnes intentions jusqu'à la signature d'un accord de fin des hostilités⁷³. Alors qu'il n'existe entre les deux rives aucun mécanisme de dialogue de sécurité ni de gestion de crise, que ce soit bilatéral, ou plus impensable encore, inscrit dans un cadre multilatéral, les mesures de confiance font cruellement défaut au maintien de la stabilité dans le détroit⁷⁴. Que se passerait-il en cas d'incident aérien ou maritime sur la ligne de frontière tacite entre les deux rives, au centre du détroit⁷⁵ ? Comment gérer de telles crises avec rapidité et efficacité sans canaux de communication appropriés ? Pour Pékin, la signature de CBMs n'est envisageable qu'entre des Etats souverains. Le 17 mai 2004, le Bureau des Affaires de Taiwan rend publique une déclaration dans laquelle il propose de mettre en place des CBMs avec Taiwan à la seule condition que l'île reconnaisse le principe d'une Chine défini par Pékin, une condition inacceptable pour Taipei⁷⁶. Sur ce point encore, un accord est impossible sans que l'une des deux parties n'effectue une concession majeure sur la question du statut de Taiwan.

- 26 L'administration Chen a cherché à construire la paix avec la Chine sans renoncer à la souveraineté indépendante de Taiwan, et en essayant d'imposer à Pékin la « normalisation des relations inter-détroit » (*zhengchanghua*), c'est-à-dire la reconnaissance de ce statut. Au début de son premier mandat, Chen propose une politique d'intégration entre les deux rives, présentée comme une politique de paix fonctionnaliste. Au centre de cette approche figure l'ambition de construire une paix dynamique fondée sur des échanges horizontaux : une paix active (*working peace*), en quête d'une paix définitive, à travers un agrégat progressif de bénéfices communs⁷⁷. Comme le note Byron Weng, il ne s'agit pas d'une politique d'unification, car une intégration vise à unir deux entités souveraines dans un procédé non contraint, libre, volontaire, mais sans les confondre dans une unité centralisée, et respecte des éléments de séparation entre ces deux entités⁷⁸. Dans son discours du Nouvel An 2001, Chen estime que « l'intégration de nos économies, de notre commerce et de notre culture peut être un point de départ pour construire foi et confiance l'un dans l'autre de manière graduelle. Ceci, en retour, peut être la base pour une nouvelle structure de paix permanente et d'intégration politique »⁷⁹. Cette politique s'est heurtée au choix de la Chine de ne pas répondre aux branches d'olivier de Taipei tant que l'île n'aura pas cédé sur le principe d'une Chine. Sans dialogue inter-gouvernemental, elle ne peut tout simplement pas être mise en œuvre, et elle a été abandonnée par l'administration taiwanaise. On peut toutefois s'interroger sur les motivations d'un projet politique inacceptable pour la Chine, puisqu'il supposait la reconnaissance de Taiwan comme entité politique souveraine.
- 27 Cette politique de sécurité constitue une illustration intéressante du concept de sécurisation proposé par Ole Waever et qui désigne un acte de langage consistant à inclure dans le spectre de la politique de sécurité d'un Etat un problème qui n'en relèverait pas nécessairement. Ole Waever constate que toute la redéfinition du concept de sécurité dans les années 1980 s'est faite par ajouts successifs : la sécurité n'est pas seulement la sécurité militaire de l'Etat, « mais aussi... ». Ainsi, en théorie, toute politique de sécurité est contenue entre deux extrêmes : la sécurisation maximale et la désécurisation maximale⁸⁰. Alors que Pékin et Taipei maintiennent des positions

inconciliables sur le statut de l'île et la définition du statu quo entre les deux rives, l'administration Chen penche vers la sécurisation maximale, et seules des contraintes de politique intérieure fortes, l'attractivité de l'économie continentale pour les acteurs privés taiwanais et la réserve dont font parfois preuve les Etats-Unis l'empêchent de sécuriser au maximum les relations inter-détroit. Ce sont des réserves importantes, mais de là à désécuriser sa politique chinoise, il y a un pas immense, impossible à effectuer sans accord sur la question du statut de Taiwan. Car tant que Taipei cherchera à « normaliser » les relations entre les deux rives, sans concession de la part de la Chine, les politiques de sécurité fondées sur la sécurité collective, les CBMs, les jeux à sommes positives, ou la paix libérale seront condamnées à l'échec. Pour la même raison, les avancées chinoises, conditionnées ou non par l'acceptation du principe d'une Chine, seront logiquement perçues comme appartenant à une stratégie de front uni contre l'île. Au contraire, l'effort de maximisation de la puissance militaire et la gestion prudente des relations entre les deux rives à travers un prisme sécuritaire seront les deux seuls leviers qui resteront à Taiwan pour défendre sa qualité d'Etat souverain.

NOTES

1. La Révolution dans les affaires militaires (RAM) est un concept employé lorsque des technologies nouvelles exercent une influence radicale sur la stratégie militaire. Issue d'abord d'une observation sur les technologies utilisés par l'Amérique lors de la première guerre du Golfe (observation satellite, furtivité, gestion électronique de l'information et de la logistique...), la révolution en cours aux Etats-Unis, et prise pour modèle aussi bien par la Chine que par Taiwan, serait la onzième révolution technologique ayant un impact structurant sur les opérations militaires. Elle concerne surtout les systèmes C4ISR (Command, Control, Communication, Computer, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) et les capacités d'attaque rapide (force de projection et force balistique). Charles-Philippe David, *La Guerre et la Paix : Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000. pp. 217-218.
2. *2004 National Defense Report*, Ministry of National Defense, Republic of China, Taiwan, p. 59.
3. L'ouvrage le plus représentatif de ce renouveau est probablement celui de Barry Buzan, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Boulder (Co.), Lynne Rienner, 1991.
4. Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 31.
5. *2002 National Defense Report*, Ministry of National Defense, Republic of China, Taiwan, p. 76.
6. « China's Panda Ploy Irritates Officials », *Taipei Times*, 7 janvier 2006.
7. *2004 National Defense Report*, *op. cit.*, p. 59.
8. *Ibidem*.
9. Voir les articles 1, 2, et 8 de la loi anti-sécession, adoptée lors de la troisième session de la Xe Assemblée populaire nationale le 14 mars 2005.

10. Il est à noter néanmoins qu'en 1999, lorsque Lee Teng-hui déclare que les relations entre les deux rives sont des relations spéciales d'Etat à Etat, tous les partis politiques acceptent cette position. La souveraineté de la République de Chine à Taiwan est donc consensuelle pour tous les partis politiques taiwanais.
11. Sans entrer ici dans les détails complexes du chiffre exact du budget militaire chinois, selon les estimations les plus basses, les dépenses militaires chinoises sont de 40 milliards de dollars (officiellement, de 29,9 milliards de dollars pour l'année fiscale 2005), contre 8 milliards pour Taiwan. L'estimation la plus élevée du Pentagone considère que le secteur de la défense chinois pourrait recevoir jusqu'à 90 milliards de dollars par an. Source Department of Defense, *Annual Report to Congress, The Military Power of People's Republic of China, 2005*.
12. En 1992, la Strait Exchange Foundation (SEF, Taiwan) et l'Association for Relations Across the Taiwan Strait (ARATS, Chine continentale) se rencontrent à Singapour. Dans leurs échanges préparatoires, l'ARATS trouve acceptable la position du SEF selon laquelle chacune des deux parties possède son interprétation de la notion « d'une seule Chine ». Sur cette base, les deux parties parviennent à éviter la confrontation sur la question de la souveraineté. Après 1999, alors que le terme n'avait auparavant jamais été employé, on commence à parler de consensus de 1992. L'acceptation du consensus par Taipei pourrait permettre la réouverture du dialogue avec Pékin. La position actuelle de l'administration Chen est qu'il n'y a jamais eu de consensus en 1992.
13. La résolution du 9 mai 1999 pose que Taiwan est déjà un Etat souverain et indépendant, qui n'appartient pas à la RPC, et qui s'oppose à la formule « Un pays, deux systèmes » et au principe d'une Chine. Voir la version chinoise du texte sur <http://www.future-china.org.tw/links/plcy/dpp>.
14. Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 8e édition, 1962. p. 58.
15. Wu Yu-shan, « Theorizing on relations across the Taiwan Strait: Nine contending approaches », *Journal of Contemporary China*, vol. 9, n° 25, novembre 2000, pp. 407-428.
16. *Ibidem*, pp. 413-415.
17. Lee Jye, « Minister's Remarks », 2004 National Defense Report, p. XV.
18. Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Reading, M.A., Addison-Wesley, 1978.
19. Stephen Walt, *The Origin of Alliances*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1987.
20. Sur ce thème, voir Jean-Pierre Cabestan qui souligne les contraintes climatiques du détroit de Taiwan contre une invasion chinoise : *Chine-Taiwan, la guerre est-elle concevable ?*, Paris, Economica, 2003, pp. 54-55. John Mearsheimer, dans sa théorisation du réalisme offensif, propose la notion du « stopping power of water » : le fait que les océans ont toujours constitué une contrainte majeure à l'expansion des grandes puissances. *The Tragedy of Great Powers Politics*, W.W Norton & Company, 2001, pp. 114-128. D'autre part, la morphologie des côtes taiwanaises rendrait très difficile un débarquement amphibie sur l'île.
21. « Avenger Surface to Air Missiles Deployed in Taipei », MND, CNA, 16 mars 2004.
22. Dans son discours du 1er janvier 2006, Chen a dénombré 784 missiles chinois pointés sur Taiwan. Ils étaient estimés à près de 400 en 2000.
23. Michael Tsai, « Introduction », in Martin Edmonds, Michael Tsai, *Defending Taiwan: The Future Vision of Taiwan's Defense Policy and Military Strategy*, Londres, Routledge Curzon, 2003, pp. 6-7.

24. Chen Shui-bian, « Decisive Battle Outside the Territory », discours donné à l'Académie militaire le 16 juin 2000, reproduit dans *Taiwan Defense Affairs*, n° 1, octobre 2000, pp. 129-132.
25. Voir les Livres blancs de 2002 et de 2004.
26. Voir les propos de l'ancien Premier ministre Yu Shyi-kun sur un « équilibre de la terreur » entre les deux rives, défendant l'acquisition par Taiwan de capacités de contre-attaque. « Yu Heralds a Balance of Terror », *Taipei Times*, 26 septembre 2004.
27. Voir note 1.
28. Michael Pillsbury, « The US Role in Taiwan's Defense Reform », rapport du 29 février 2004, disponible sur www.uscc.gov.
29. « Taijun tou juzi gao bosheng xiang mu » (L'armée taiwanaise investit des sommes considérables pour mettre en œuvre le programme Bosheng), *Huaxia*, 15 octobre 2003. « Bosheng'an: queding you luoma gongsi chengbao », (Programme Bosheng : Confirmation de la désignation de Lockheed Martin), *Liberty Times*, 22 septembre 2003.
30. « Beijing Has E-Blockade Strategy », Associated Press, 17 novembre 2004.
31. *2004 National Defense Report*, pp. 150-153.
32. « Kewehui yu chashou bosheng'an: Bian zuzhi » (Chen Shui-bian empêche le Comité pour la technologie de s'occuper du programme Bosheng), *Epoch Times*, 4 juin 2005.
33. *Taiwan bingli guimo yanjiu baogao* (Rapport d'étude sur la dimension des forces armées taiwanaises), août 2003, Comité politique du PDP, disponible en ligne, www.dpp.org.tw.
34. Il s'agit d'un radar multifonction capable de détecter aussi bien les missiles de croisière, les missiles balistiques que les avions ou les navires de guerre ennemis, un système essentiel pour la modernisation de la défense anti-missile taiwanaise. « Taiwan to Get US Early Warning Radar », Reuters, 24 juin 2005.
35. « Nation May Launch Spy Satellite by 2007 », *Taipei Times*, 11 octobre 2005.
36. Pour plus de précisions sur la production de missiles taiwanaise, voir Cabestan, *op. cit.*, pp. 85-89. Se référer également à www.fas.org.
37. « MND to Spend NT\$20 Billions on Supersonic Missiles », AFP, 7 octobre 2002.
38. Effective depuis le 1^{er} janvier 2004, cette structure centralise les décisions et les opérations pour les capacités offensives, la défense anti-aérienne et la défense anti-missile.
39. « Taiwan begins Development of Cruise Missiles », AFP, 12 août 2005.
40. « Military Talks About Missile Programm », *Taipei Times*, 3 mai 2005.
41. « The Dragon Next Door », *The Economist*, 13 janvier 2005.
42. Le même type de montage financier « hors-budget de la défense » avait été mis en place pour l'achat des 150 F-16 et des 60 Mirage 2000. Voir Cabestan, *op. cit.*, p. 70.
43. « Taiwan Trims Arm Budget in Bid to Get Bill Passed », Reuters, 30 août 2005. Début mars 2006, le budget avait déjà essuyé 50 refus au Yuan Législatif.
44. Sur ce point, voir les articles du député KMT Su Chi, membre de la commission de défense du Yuan Législatif et ancien directeur de la Commission aux affaires continentales sous Lee Teng-hui. Su Chi, « New Thinking on Arms Purchasing », *China Post*, 3 janvier 2006. « Soft Power + Defensive Defense = National Security », *Lianhebao*, 24 janvier 2006, versions anglaises disponibles sur www.taiwansecurity.org.
45. La première question du référendum, invalidé pour cause d'une participation inférieure au seuil de 50 %, demandait à la population taiwanaise si elle acceptait d'acquérir plus de systèmes de défenses anti-missile pour renforcer les capacités d'auto-défense de Taiwan face à la disposition par la Chine de missiles balistiques visant Taiwan. La loi référendaire stipule qu'une même question ne peut être reposée que trois ans après

le premier scrutin, ce qui est interprété dans le sens d'une validité de trois ans d'un vote référendaire. L'administration aurait accepté cette position. Voir « MND to Resubmit Bid to Buy Anti-Missiles in 2007 », *eTaiwan News*, 23 février 2006.

46. « KMT May Back Purchase of Submarines: Lawmaker », *Taipei Times*, 18 février 2006.

47. Le Département de la Défense américain a mis son veto à la construction de sous-marins à Taiwan. A l'origine, le Yuan exécutif espérait que des entreprises taiwanaises soient impliquées dans la construction, voire que les sous-marins soient construits entièrement à Kaohsiung.

48. « Taiwan Says US Navy Is Sabotaging SSK Plans », *Jane's Defense Weekly*, 10 février 2006.

49. La théorie du dilemme de sécurité énonce que la politique de modernisation militaire d'un Etat, même si elle est défensive, aura pour effet que les autres Etats s'interrogeront sur ses intentions stratégiques et prendront des contre-mesures destinées à se prémunir contre sa montée en puissance.

50. Joint U.S.-Japan Security Committee Statement, *Central News Agency*, 19 février 2005.

51. Lai I-chung, « Meiri tongmeng zhudao taihai shidai mailing » (L'époque de la domination du détroit de Taiwan par l'alliance nippo-américaine arrive), *Taiwan Think-tank*, 20 février 2005.

52. Voir par exemple le discours d'inauguration de Chen le 20 mai 2004. « Depuis toujours, l'amitié entre Taiwan, le Japon, les Etats-Unis et les autres pays alliés a servi non seulement à défendre nos intérêts communs, mais aussi à donner naissance à une « alliance de valeurs » basée sur la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et la paix ». Disponible en ligne www.gio.gov.tw.

53. Interview au *Washington Times*, 17 juillet 2001.

54. Adopté à une majorité écrasante par la Chambre des représentants le 1^{er} février 2000 (341 votes contre 70), l'acte n'a jamais été voté par le Sénat, pour ne pas nuire à la politique d'engagement des Etats-Unis. Pour une histoire du TSEA (House Resolution 1838), voir Steve Goldstein et Randall Schriver « An Uncertain Relationship: the United States, Taiwan and the Taiwan Relations Act », *Taiwan in the 20th Century, The China Quarterly*, édition spéciale, mars 2001, 165, pp. 147-172.

55. « The Dragon Next Door », *The Economist*, 13 janvier 2005.

56. Voir par exemple David Fouse, « Japan-Taiwan Relations, a Case for Tempered Optimism », *Asia-Pacific Center for Security Studies*, octobre 2004.

57. Huxiang paixun jiangjun changzhu, Riben hai zai zuo Taiwan meng (Envoi réciproque et permanent de haut-gradés, le Japon poursuit son rêve taiwanais), *Huanqiu Shibao*, 24 janvier 2003.

58. *Zhongguo Shibao*, 16 mars 2005.

59. « Liang'an zhiheng yingxiang pinggu zhi zhongdian shuoming » (Points d'explication sur l'évaluation de l'influence de la mise en place des liaisons aériennes directes entre les deux rives), Mainland Affairs Council (MAC), 12 novembre 2003. www.mac.gov.tw.

60. *Ibidem*.

61. Entretiens, Taipei, 2005.

62. Entretiens, Taipei, janvier 2006.

63. « Chen To Tighten Cross-Strait Policies », *Taipei Times*, 2 janvier 2006.

64. Su Chi, *Weixian Bianyuan: Cong Liangguolun dao yibian yiguo* (Brinkmanship: From Two-States Theory to One-Country on Each Side), Taipei, Tianxia Yuanjian, 2003. pp. 144-147.

65. *Liang'an jiaoliu yu guojia anquan, guoji yantaohui lunwenji* (Les échanges inter-détroit et la sécurité nationale, recueil des articles de la conférence internationale), Taipei, Caituan faren quncehui, janvier 2004.

66. Denny Roy, « Taiwan's Threat Perceptions: the Enemy Within », Asia-Pacific Center for Security Studies, juillet 2002.
67. Entretiens, Taipei, 2005.
68. « Taiwan Has to Bolster Its Defense and Resolve », *Taipei Times*, 11 août 2005.
69. Voir Yang Chih-heng, « The evolution and adaptation of Taiwan's military strategy » in Martin Edmonds, Michael Tsai, *Defending Taiwan, the Future Vision of Taiwan's Defense Policy and Military Strategy*, Londres, Routledge Curzon, 2003, pp. 61-64.
70. Entretiens, Taipei, 2005.
71. National Defense White Paper, Taiwan Democratic Progressive Party, novembre 1999. Extraits disponibles sur <http://www.taiwandc.org/dpp-pol2.htm>.
72. Chen Shui-bian, discours d'inauguration du 20 mai 2004. Chen Shui-bian, discours pour la Fête nationale du 10 octobre 2004.
73. 2004 National Defense Report, p. 75.
74. Guo Lin-wu, « Xinxin jianli cuoshi yu liang'an guanxi » (Les mesures de confiance et les relations entre les deux rives), dans *Xinxin jianli cuoshi de lilun yu shiji* (Théorie et pratique des mesures de confiance), Taipei, Taiwan Zonghe Yanjiuyuan, 2001.
75. Selon Chao Chien-min, les chasseurs chinois traversent régulièrement la ligne médiane depuis quelques années. Dans ces conditions, il existe un besoin urgent de CBMs entre les deux rives, pour éviter une nouvelle crise militaire. Voir « Military Confidence Building Measurements and the Security in the Taiwan Strait », octobre 2005, sur www.peaceforum.org.tw.
76. Xinhua, 16 mai 2005.
77. Sur le modèle du fonctionnalisme de Mitrany. Voir David Mitrany, *A Working Peace System*, 1943. pp. 61-77.
78. Byron Weng, « Modes of national integration », papier présenté au symposium sur la comparaison entre la souveraineté nationale et les modèles d'intégration de la Fondation Chen Lungchi, Puli, 24 février 2001.
79. President's Chen Cross-Century Remarks, Taipei, 31 décembre 2000, disponible sur www.mac.gov.tw.
80. Ole Waeber, « Securization and Desecurization », in Ronnie Lipschutz (éd.), *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 46-86.

RÉSUMÉS

L'adoption de la loi anti-sécession, le 14 mars 2005, a rappelé que la Chine populaire ne renonce pas à utiliser la force contre Taiwan. Après l'élection de Chen Shui-bian en mars 2000, les positions des gouvernements des deux rives se sont durcies. Pékin exige de Taipei la reconnaissance du principe d'une Chine pour reprendre le dialogue, tandis que Taipei considère la République de Chine à Taiwan comme un Etat souverain et indépendant. Cet article décrit les différents outils utilisés par le gouvernement Chen Shui-bian – modernisation militaire, coopération militaire renforcée avec les Etats-Unis, et de plus en plus avec le Japon, contrôle restrictif des échanges entre les deux rives – pour résister à l'irrédentisme chinois. Il souligne la continuité avec la politique de sécurité de Lee Teng-hui, et les contraintes nouvelles pesant sur le

pouvoir exécutif taiwanais, en particulier le refus des partis d'opposition, détenant la majorité au Yuan législatif, de voter son projet d'acquisitions d'armement.